

Lyon, le 21 septembre 2011

Résultats du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » - septembre 2011

Les résultats présentés sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » CCIR-CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 1^{er} au 15 septembre 2011¹.

Dans le prolongement de l'enquête de juillet, et dans le contexte d'inquiétudes liées au financement des dettes des Etats, les résultats de septembre du panel montrent un nouveau ralentissement de l'activité. En juillet/août, les entreprises affichant une progression sur un an du chiffre d'affaires restaient toutefois plus nombreuses que celles en diminution. Les difficultés de trésorerie enregistrent une remontée, liée notamment à un allongement des délais de règlement. Les perspectives à trois mois sont également moins favorables qu'au printemps, avec une tendance à la stabilité du chiffre d'affaires qui s'affirme. Logiquement, les perspectives pour l'ensemble de 2011 sont revues à la baisse, mais 46 % des TPE-PME s'attendent toujours à un chiffre d'affaires en hausse. Ce contexte semble influencer sur l'emploi et l'investissement mais de façon limitée. Si globalement les difficultés d'accès aux financements bancaires ne varient pas, on constate une remontée progressive dans l'industrie depuis le début de l'année.

L'activité

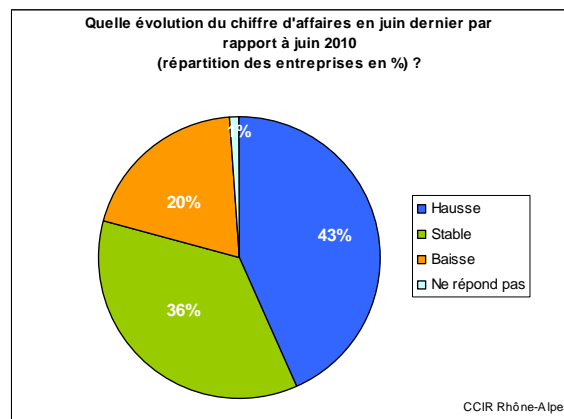
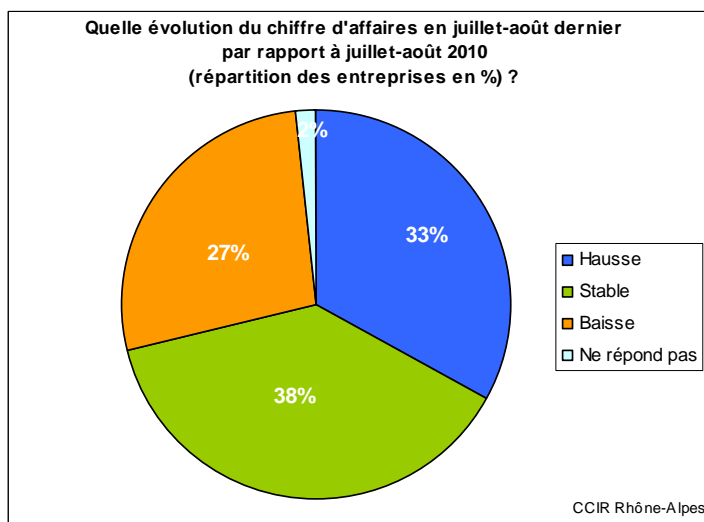
Bilan mensuel : confirmation du ralentissement au cours de l'été

Après un essoufflement en juin, le bilan de la période juillet/août confirme un ralentissement. En termes de progression du chiffre d'affaires sur un an, les TPE-PME se répartissent entre la stabilité (38 %), la progression (33 %) et la baisse (27 %) ; le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » reste donc positif (+ 6), mais il connaît un recul sensible (- 17 points). C'est dans le BTP (+ 25) et l'industrie (+ 13), que ce solde apparaît le plus positif. Il est par contre devenu négatif dans l'immobilier et le commerce de détail, sachant que pour cette dernière activité, il faut tenir compte de l'ouverture anticipée des soldes en juin qui a pu pénaliser le chiffre d'affaires de juillet.

Si le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » est resté positif dans les services aux entreprises/commerce de gros, la part des entreprises ayant enregistré une baisse de chiffre d'affaires a progressé assez sensiblement dans le commerce interentreprises, le transport-logistique et le tertiaire supérieur.

C'est aussi le cas globalement pour les entreprises comptant plus de 50 salariés.

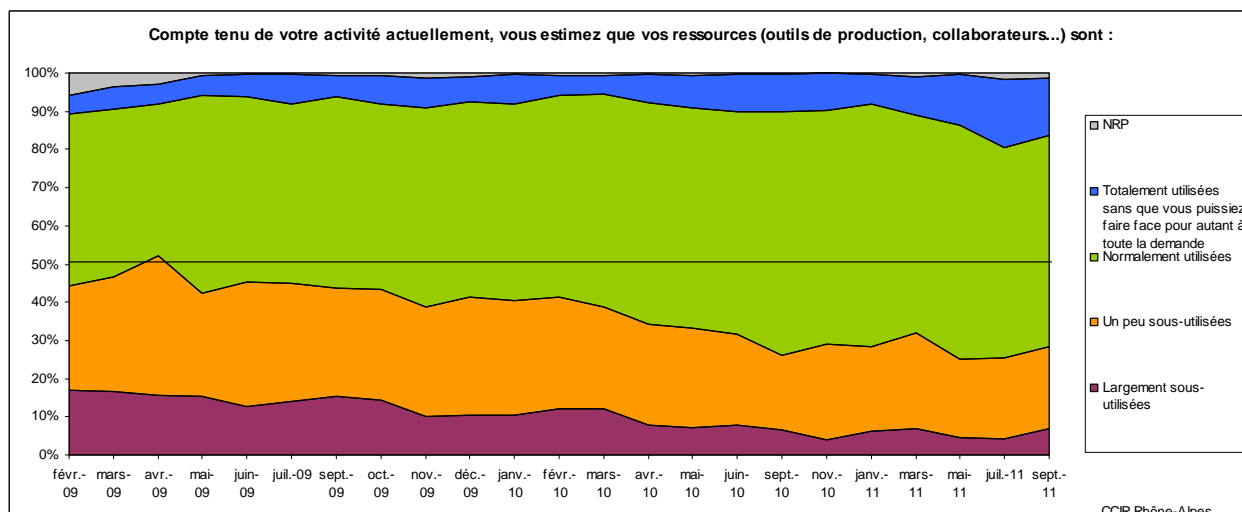
¹ 309 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).



Début septembre, les entreprises qui ne perçoivent pas de signes de reprise (23 %) restent **nettement moins nombreuses que celles qui se disent épargnées par la crise (19 %) ou percevant des signes de reprise (46 %)**. Mais la part des entreprises ne percevant pas de signes de reprise progresse (+ 3). C'est le cas dans le transport, le commerce de gros et l'industrie. C'est aussi particulièrement le cas pour les entreprises de 50 salariés et plus (28 %, + 8).

Le niveau global d'utilisation des capacités de production se tasse un peu : la part des TPE-PME signalant une sous-utilisation des capacités de production s'établit à 29 %, soit + 4 points par rapport à début juillet.

Dans le même temps, une part significative de TPE-PME (15 %), bien qu'en repli (- 3 points), est toujours confrontée à une **saturation de son outil de production**. Et pour la quasi-totalité de ces entreprises, les perspectives d'évolution du chiffre d'affaires restent bien orientées pour les prochains mois. Le ralentissement de l'activité n'est donc pas général, ce que confirment des commentaires spontanés d'entreprises.

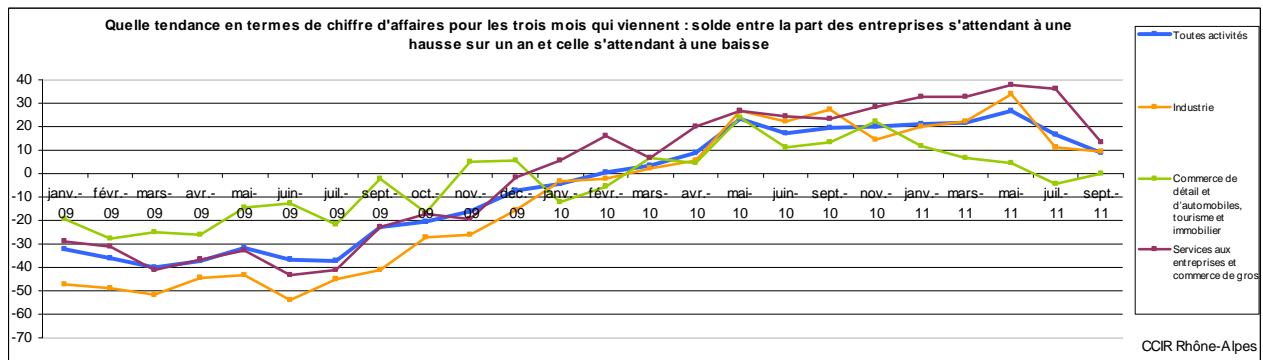


Perspectives à court terme : la tendance à la stabilité l'emporte

Pour les perspectives à 3 mois d'évolution du chiffre d'affaires, la **tendance à la stabilité est confortée** : 47 % (+ 2) des TPE-PME s'attendent ainsi à un chiffre d'affaires équivalent à celui de l'année dernière. Parmi les autres entreprises, 25 % (- 6) s'attendent à une hausse de chiffre d'affaires et 16 % (+ 2) à une baisse : le **solde « part à la hausse » - « part à la baisse » reste donc positif (+ 9) mais il se réduit** de nouveau, notamment du fait d'un recul pour **l'ensemble « commerce de gros/services aux entreprises »**. 12 % des entreprises ne s'expriment pas sur ces perspectives, avec un niveau particulièrement élevé dans le transport et l'hébergement-restauration.

Le **solde est positif pour l'ensemble des secteurs d'activité** et revient à l'équilibre pour les activités les plus dépendantes de la consommation des particuliers. Il est le mieux orienté dans les services aux entreprises (+ 19), le BTP (+ 18) et le commerce de détail (+ 12).

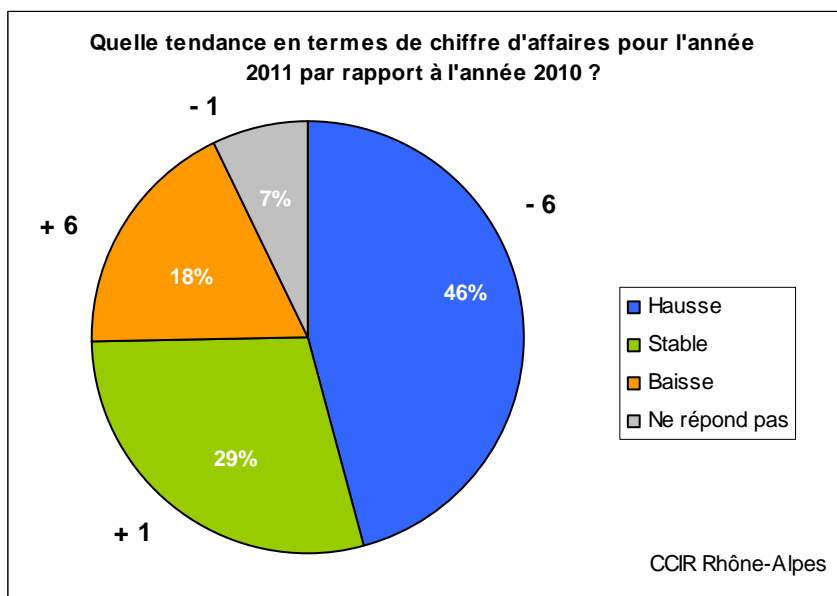
Il devient par contre **négatif pour les entreprises de plus de 50 salariés**, avec près d'une entreprise sur quatre qui s'attend à une baisse de son chiffre d'affaires.



Les perspectives pour l'ensemble de l'année 2011 sont revues à la baisse

En cohérence avec la dégradation des derniers bilans mensuels et des perspectives à court terme, le bilan pour l'ensemble de l'année 2011 est **moins optimiste qu'il y a deux mois** : la part des entreprises s'attendant à un chiffre d'affaires en recul atteint 18 % (+ 6 points). La **plus grande partie des entreprises (46 %) s'attend toutefois à une progression du chiffre d'affaires annuel**.

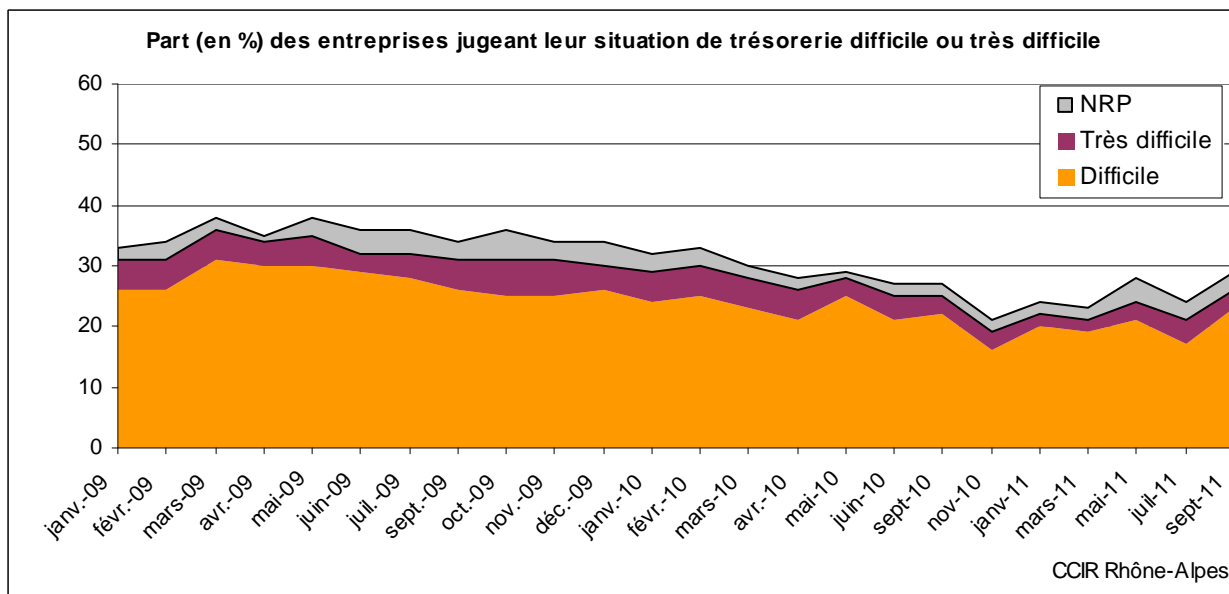
Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » reste nettement positif (+ 28), bien qu'en recul. Il est **positif pour l'ensemble des secteurs d'activité** : + 37 pour les services aux entreprises/commerce de gros, + 28 pour l'industrie, + 24 pour le BTP et + 17 pour le commerce de détail/services aux particuliers.



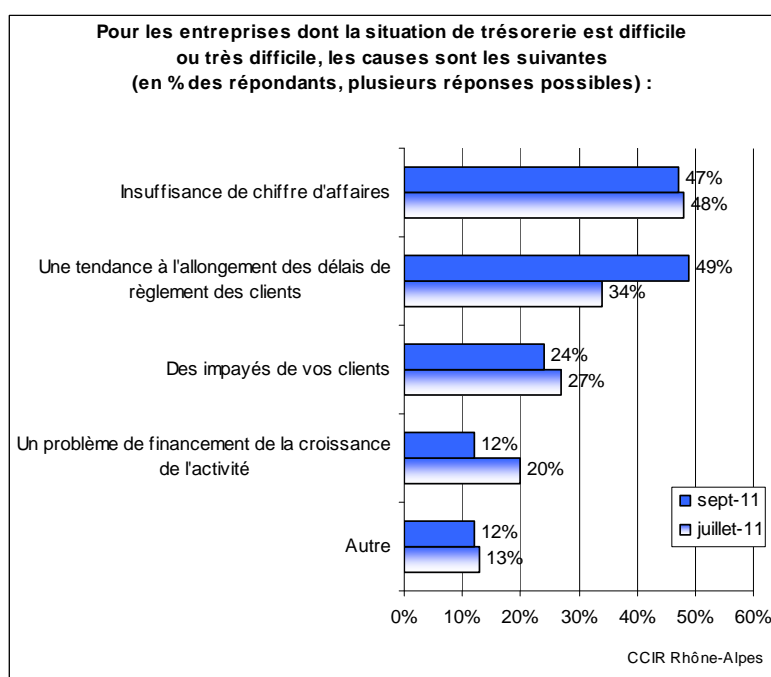
Remontée des difficultés de trésorerie

Début septembre, **26 % des TPE-PME (+ 5 points) jugent leur situation de trésorerie difficile ou très difficile** : cet indicateur retrouve ainsi son **niveau d'il y a un an**. Il progresse sensiblement dans les **services aux entreprises, le commerce de gros et l'immobilier**, atteignant les 35 %. La progression est plus limitée dans l'industrie (24 %, + 2 points). Le niveau de difficultés est par contre en recul dans le commerce de détail et le BTP.

Moins la taille des entreprises est importante, plus les difficultés de trésorerie sont fréquentes : 31 % pour les TPE de moins de 10 salariés, 29 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés, 16 % pour les entreprises de plus de 50 salariés.



On note une **évolution parmi les motifs des difficultés de trésorerie** : **l'allongement des délais de règlement enregistre une montée sensible (+ 15 points)** et devient la cause la plus fréquente des difficultés. L'insuffisance de chiffre d'affaires se maintient à un niveau pratiquement inchangé (47 %).



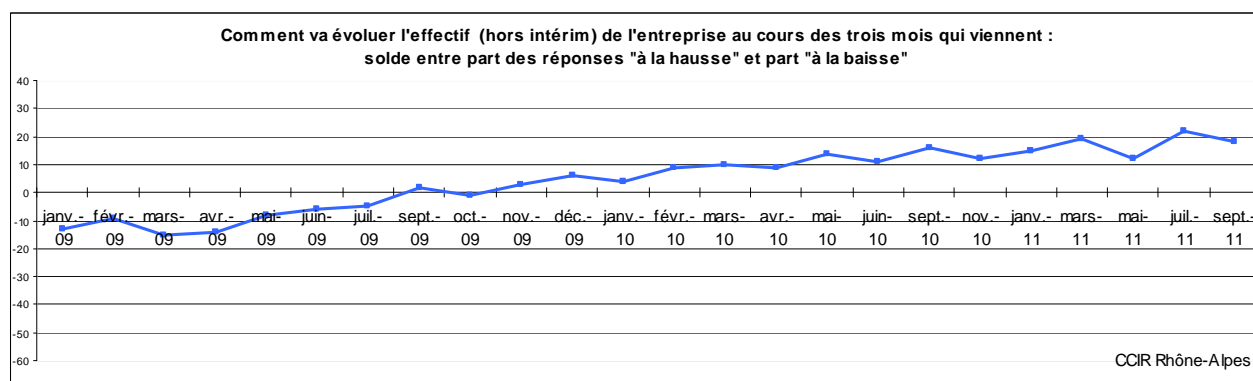
L'allongement des délais de règlement est une cause de difficultés de trésorerie **particulièrement dans les services** (plus des deux tiers des services aux entreprises ou des commerces de gros qui connaissent des difficultés de trésorerie citent cette cause). Dans l'industrie, la première cause des difficultés de trésorerie reste l'insuffisance de chiffre d'affaires.

Les difficultés de financement de la croissance de l'activité sont en recul. Le niveau demeure plus élevé dans l'industrie.

Ralentissement également pour le développement de l'emploi

Début septembre, les TPE-PME sont **moins nombreuses à prévoir un accroissement de leur effectif** dans les trois mois : 22 % (- 3). Le solde « part à la hausse » - « part à la baisse » se replie un peu, alors que 69 % des entreprises (+ 3) prévoient un effectif stable. Le repli du solde est plus sensible pour les entreprises de plus de 50 salariés.

C'est toujours dans les services aux entreprises que les perspectives sont les plus optimistes, puis dans le commerce de détail.



Comme lors de la dernière interrogation du panel, la part des entreprises **ayant recours à l'intérim est en recul (- 5 points)**. Pour les entreprises utilisatrices du travail temporaire, la stabilité du recours est la situation la plus fréquente, puis la hausse du recours.

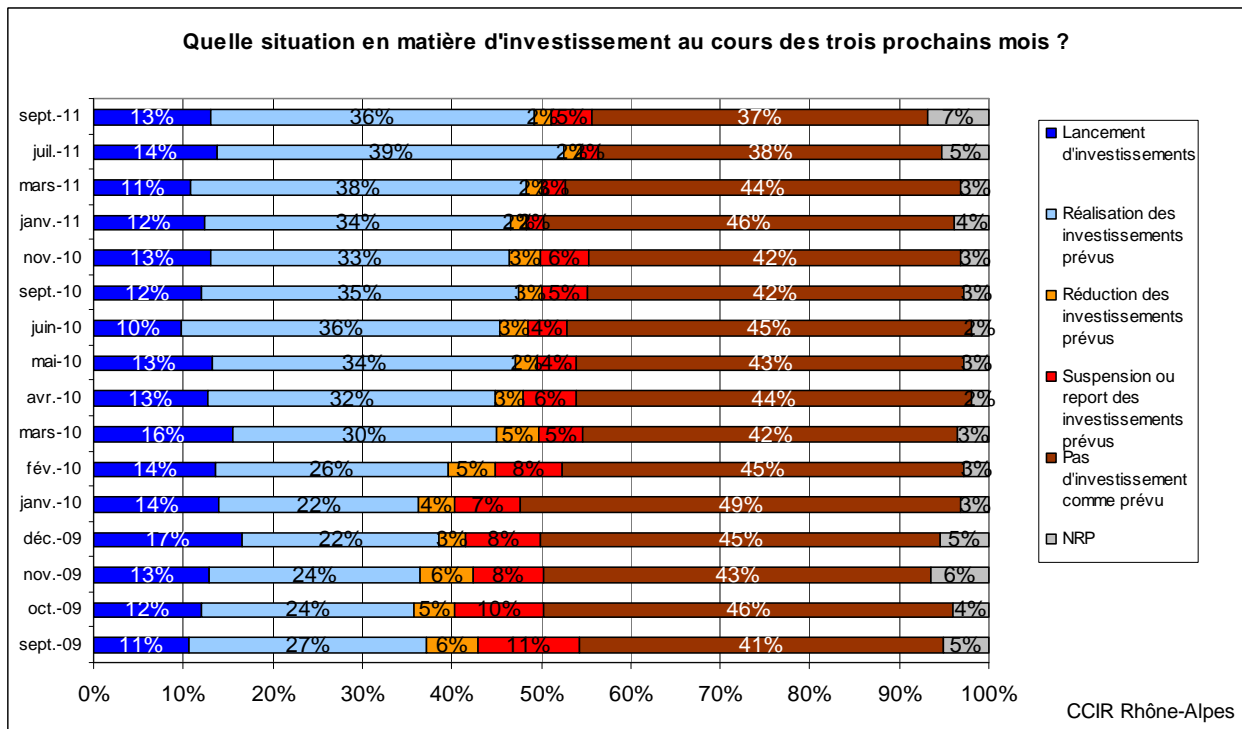
La proportion de TPE-PME ayant **recours aux heures supplémentaires est également en baisse (- 4 points)**. Pour les entreprises ayant recours aux heures supplémentaires, la situation la plus courante (75 %) est celle d'une stabilité du volume d'heures supplémentaires. Les autres se partagent à égalité entre hausse et baisse de ce recours.

Investissement : légère inflexion

Début septembre, **7 % des TPE-PME disent vouloir réduire, reporter ou suspendre leurs projets d'investissement soit une progression de 3 points**. Cette part reste toutefois deux fois moins importante qu'au cours de la période fin 2009/début 2010.

Au cours des trois prochains mois, les **entreprises qui comptent investir (51 %) restent plus nombreuses que celles qui ne vont pas le faire (42 %)**.

La part des entreprises qui comptent lancer de nouveaux projets d'investissement dans les trois mois se maintient à 13 % : elle est en progression dans le commerce de gros/services aux entreprises et le commerce de détail.

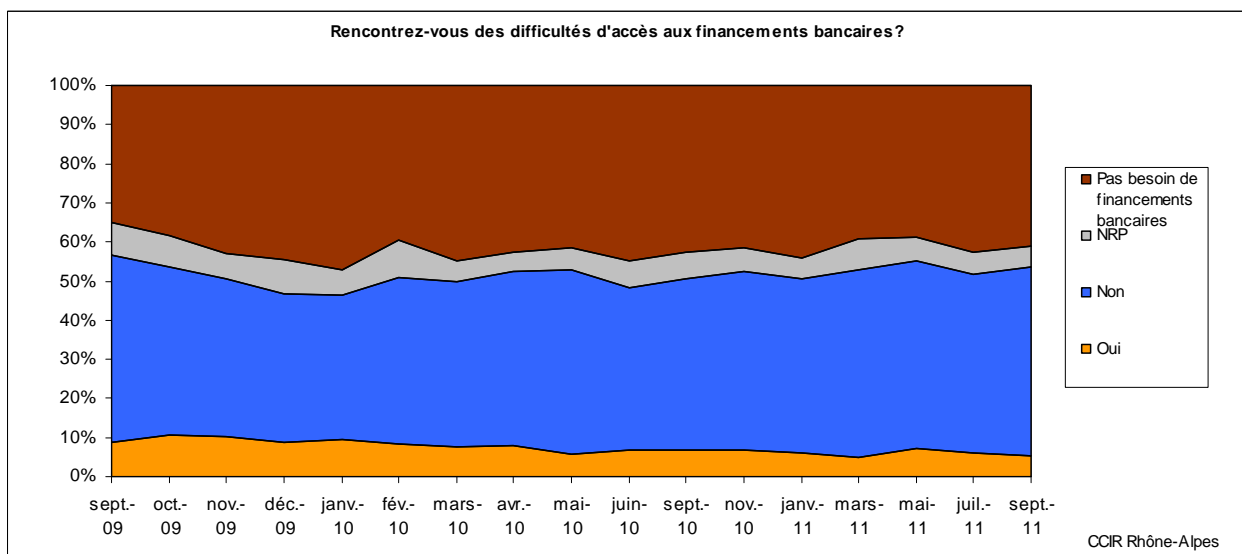


Difficultés de financement en progression pour les PME de l'industrie

Début septembre, les **besoins des TPE-PME en financements bancaires sont stables**.

Parmi l'ensemble des TPE-PME, 5 % disent rencontrer des difficultés d'accès aux financements bancaires, soit une situation inchangée par rapport à la précédente interrogation. Si l'on se limite aux entreprises ayant effectivement des besoins de financements bancaires, ce **ratio s'établit à 10 %**.

La quasi-totalité des entreprises déclarant rencontrer des difficultés d'accès sont en **situation de trésorerie difficile ou très difficile**.



Si globalement, la part des entreprises rencontrant des difficultés d'accès aux financements n'a pas augmenté, on constate une remontée progressive de ces difficultés dans l'industrie : **4 % des TPE/PME de l'industrie signalaient des difficultés d'accès en début d'année ; elles sont 10 % début septembre.**